COMITÉ D'AGRÉMENT DU BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE

SÉANCE DU 12 JUIN 2020

COMPTE RENDU

(compte-rendu approuvé par délibération n°2020-11 du comité d'agrément du 9 octobre 2020)

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de M. Philippe ALPY, conseiller départemental du Doubs.

Plus de la moitié des membres étant présents ou ayant donné pouvoir (14/25), le Comité d'agrément peut valablement délibérer.

LISTE DES PARTICIPANTS PRESENTS OU REPRESENTES

Les membres du comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée (même composition que le bureau RM)

Membres du bureau avec voix délibérative : Quorum : 14/25 (8 présents + 6 pouvoirs)

- M. Jacques PULOU, vice-président du CB - usagers non-professionnels (*en présentiel*)
- M. Jean-Marc FRAGNOUD, vice-président du CB, usagers professionnels (*en présentiel*)
- M. Philippe ALPY, conseiller départemental du Doubs, (*en présentiel*)
- M. Pierre HERISSON, conseiller municipal d'Annecy, Sénateur honoraire (*en présentiel, l'après-midi*)
- M. Frédéric GRAS, membre du comité syndical de l'EPTB Gardons, (*en distanciel*)
- M. Hervé GUILLOT, directeur EDF - Unité de production méditerranée, (*en distanciel, le matin*)
- Le DREAL Auvergne-Rhône-Alpes est représenté par Mme Hélène MICHAUX (*en présentiel*)
- Le directeur de l'OFB, est représenté par Mme Marion LANGON (*en distanciel*)

Membres absents ayant donné pouvoir

- M. Hervé PAUL, vice-président de la métropole, a donné pouvoir à M. ALPY (*pouvoir pour le matin*) et participation (*en distanciel l'après-midi*)
- M. Martial SADDIER, président du comité d'agrément, a donné pouvoir à M. ALPY
- M. François COSTE, membre de l'UNAF Rhône-Alpes, a donné pouvoir à M. PULOU
- M. Gérard GUILLAUD, président de la FDPPMA de Savoie, a donné pouvoir à M. PULOU
- Le directeur de la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes est représenté par M. Alain AGUILERA
- M. Marc BAYARD, Président de l'Association Environnement Industrie a donné pouvoir à M. GUILLOT

Membres du bureau avec voix consultative :

Présidents et vice-présidents des commissions géographiques territoriales de bassin (CTB) et commissions géographiques (Com. Géo)

Mme Catherine VIGNON, vice-présidente de la CTB Gard-Côtière ouest (*en présentiel*)
M. Dominique DESTAINVILLE, vice-président de la CTB Gard-Côtière ouest (*en présentiel*)
Mme Annick BERNARDIN-PASQUET, vice-présidente de la CTB Saône-Doubs (*en présentiel*)

Présidents du conseil scientifique et commission relative aux milieux naturels (CRMNa) :

M. Bernard CHASTAN, président du conseil scientifique (*en présentiel*)

Représentants des DREAL – MISE – DDT

DREAL Auvergne Rhône-Alpes

Mme ROUCHON – M. Romaric VALLAUD - Léa VERDIER - Olivier CONTE - Diane SANTENS -

DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur

Mme DONNAREL – M. Guillaume XAVIER

Représentants des comités de milieu et/ou commissions locales de l'eau et responsables des structures porteuses

1 - 10h25 – Orientations stratégiques du SAGE du bassin versant du Lez (26,84)

- M. Jean-Louis GRAPIN – directeur du SMBVL *(en visioconférence)*
- Mme Sandrine BATUT – responsable des politiques de l'eau du SMBVL *(en visioconférence)*

2 – (11h10)- Avant-projet du contrat de bassin versant du Lez (26,84)

- M. Jean-Louis GRAPIN – directeur du SMBVL *(en visioconférence)*
- Mme Sandrine BATUT – responsable des politiques de l'eau du SMBVL *(en visioconférence)*

3 – (11h55) – Demande de reconnaissance en tant qu'EPTB du syndicat mixte du bassin versant du Gapeau (83)

- M. Patrick MARTINELLI – président du SMBVG *(en visioconférence)*
- Mme Châu CHRETIEN-TON – directrice *(en visioconférence)*

4 – (13h45) – PAPI d'intention des affluents de l'Isère en Grésivaudan (38)

- M. Fabien MULYK, président du syndicat mixte des bassins hydrauliques de l'Isère *(en présentiel)*
- M. Jacques HENRY, directeur *(en présentiel)*
- Mme Lyse DESPLAT, responsable pôle Grésivaudan *(en présentiel)*
- Mme Annabelle QUIDOZ, chargée de mission *(en visioconférence)*

5 – (14h15) – Avenant au PAPI II – Isère Amont (38)

- M. Fabien MULYK, président du syndicat mixte des bassins hydrauliques de l'Isère *(en présentiel)*
- M. Jacques HENRY, directeur *(en présentiel)*
- Mme Lyse DESPLAT, responsable pôle Grésivaudan *(en présentiel)*

6 – (15h00) – PAPI Cannes Lérins (06, 83)

- M. David LISNARD, Président de la Comm. d'agglomération Cannes, Pays de Lérins (06,83) *(en visioconférence)*
- Mme Laure CAYLA, directrice adjointe du pôle cycle eau *(en visioconférence)*
- M. Michel TANI, directeur général des services de l'agglomération *(en visioconférence)*
- Mme Marie TATIBOUET, directrice du service Études et patrimoine *(en visioconférence)*
- Mme Marie PIZEPAN, chargée de mission *(en visioconférence)*
- M. Bernard COUVERT, assistant à maîtrise d'ouvrage du PAPI Artélia *(en visioconférence)*

7 – (15h45) – PAPI d'intention sur les bassins versants du Dolon et de la Sanne (38)

- M. Patrick CURTAUD, Président du SIRRA *(en présentiel)*
- Mme Clémentine DELAGE, chargée de mission *(en présentiel)*
- M. Daniel VERDEIL, directeur *(en présentiel)*

8 – (16h15) – Demande de reconnaissance en tant qu'EPAGE du syndicat mixte du parc naturel régional du Haut-Jura sur le bassin versant de la Valserine (01, 39)

- M. Serge ROZON, président de la conférence de bassin versant Valserine *(en présentiel)*
- M. Julien MORONVAL, chef du service grand cycle de l'eau du PNR du Haut-Jura *(en présentiel)*

Services de l'agence

Laurent ROY, directeur général, *(en présentiel)*

Nicolas CHANTEPY, directeur général adjoint *(en présentiel)*

Kristell ASTIER-COHU, directrice du département de la connaissance et de la planification (DCP) *(en visioconférence)*

Nicolas ALBAN, directeur de la délégation de Lyon *(en visioconférence)*

Annick MIEVRE, directrice de la délégation de Marseille *(en visioconférence)*

Julien DUBUIS, chef du service de la DPP *(en présentiel)*

Claire MORAND, chef de projet au service planification de la DCP *(en présentiel)*

I - APPROBATION DES COMPTES-RENDUS DES REUNIONS :

1/ Séance du 21 novembre 2019

En l'absence de remarque, le compte rendu de la séance du 21 novembre 2019 est approuvé à l'unanimité par délibération n° 2020-1.

2/ Séance du 29 novembre 2019

En l'absence de remarque, le compte rendu de la séance du 29 novembre 2019 est approuvé à l'unanimité par délibération n° 2020-2.

II - CONTRATS DE MILIEUX ET DE BASSIN VERSANT : BILAN DE L'ANNÉE 2019 ET PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2020

Un diaporama est projeté à l'écran.

Mme ASTIER-COHU rappelle que le mode opératoire du Comité d'agrément a été mis à jour par une délibération du 29 novembre 2019. Les orientations stratégiques des contrats de bassin versant et de milieu peuvent désormais être présentées au Comité. En 2019, 3 dossiers ont été étudiés. 20 contrats de grand cycle ont été présentés et validés en commission des aides, pour un montant prévisionnel de travaux de 468 millions d'euros, et 138 millions d'euros d'aides prévisionnelles de l'agence. Les EPCI compétents en GEMAPI peuvent également intégrer des opérations « grand cycle » dans leurs contrats.

L'activité de l'année 2020 sera perturbée par la pandémie. Une trentaine de contrats étaient attendus, mais les travaux d'élaboration ont connu un coup de frein brutal. Quatre contrats de bassin versant devaient être présentés en séance. Seul le contrat du Lez le sera sans doute en 2020. Un bilan des activités sera établi début 2021.

M. ROY ajoute que la crise sanitaire influe également sur les modalités d'intervention de l'Agence. Au Conseil d'administration du 25 juin 2020, un appel à projets « Rebond » visant à soutenir l'activité dans les domaines de l'eau, de la biodiversité et du climat sera proposé. Des opérations d'eau potable et d'assainissement deviendront éligibles hors ZRR. Les taux de subvention pour les opérations grand cycle seront également rehaussés jusqu'à 70 %. Ces opérations ne seront cependant pas contractualisées, s'agissant d'un appel à projets.

M ALPY confirme que la situation difficile des municipalités où le deuxième tour des élections ne s'est pas encore déroulé porte à conséquence, y compris sur les syndicats mixtes et les structures porteuses.

M. FRAGNOUD évoque les tableaux de financement.

M. ROY précise que les dossiers de financement ne sont complets qu'au moment de la présentation en Commission des aides, notamment s'agissant des financements. Les contrats sont présentés au stade des orientations stratégiques et de l'avant-projet. Pour l'appel à projets « rebond », la Commission des aides du 18 juin délibérera, mais avec une clause de revoyure. Le taux plus favorable sera donc appliqué aux opérations validées ce jour-là.

Mme MICHAUX souligne que des discussions sont en cours au niveau national concernant le cahier des charges PAPI. Les PAPI d'intention pourraient disparaître du processus de labellisation, remplacés par une phase de précadrage. En revanche, les instances de labellisation des bassins deviendraient compétentes pour les PAPI jusqu'à 20 millions d'euros. Le nouveau cahier des charges devrait être annoncé début 2021.

III - ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU SAGE DU BASSIN VERSANT DU LEZ (26, 84)

Présentation du dossier par les porteurs du projet

Un diaporama est projeté à l'écran.

M. GRAPIN explique que le SMBVL est la structure unique de gestion de la compétence GEMAPI sur le bassin versant du Lez. La CLE a approuvé à l'unanimité les orientations stratégiques du SAGE et le contrat de bassin versant en janvier 2020. Ont également été approuvés les prescriptions pour l'EBF, le plan de restauration physique et le plan de gestion des matériaux, ainsi que les démarches liées à la concertation préalable sur les orientations stratégiques.

En matière d'enjeux, le SAGE fait état d'un déséquilibre des ressources en termes quantitatifs. Des actions de résorption doivent donc être mises en œuvre, avec un partage de l'eau entre les usages directs et les milieux aquatiques. Au sujet de la pollution, les eaux superficielles et souterraines doivent rester d'une qualité compatible avec les usages et les milieux. Les intérêts fonctionnels et patrimoniaux des zones humides et des milieux naturels doivent également être préservés. S'agissant de l'hydromorphologie, la dynamique latérale et le transport solide doivent être préservés ou restaurés, de manière à assurer un bon fonctionnement et la protection contre les inondations. Ce risque devra être géré en tenant compte du fonctionnement des milieux. Enfin, une gouvernance et une animation adaptées aux enjeux devront être mises en œuvre.

En termes financiers, le coût du socle stratégique du SAGE est évalué à 24,5 millions d'euros. Compte tenu des coûts du scénario 1, le coût total atteint 36,9 millions d'euros.

Avis

Mme MIEVRE précise que la stratégie présentée démontre une véritable mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et des dispositions du SDAGE. La concertation a été poussée, et le diagnostic socio-économique prend en compte les évolutions du bassin. L'ensemble des enjeux du territoire sont en outre abordés.

Le porteur du SAGE dispose de l'exercice complet de la compétence GEMAPI pour l'ensemble du territoire. La CLE a de plus montré son volontarisme s'agissant des problèmes du bassin mentionnés au SDAGE

Le syndicat et la CLE peuvent être félicités pour le très bon travail qui a été mené. L'ambition et la stratégie devront être insérées dans le PAGD et dans le règlement du SAGE. Le PGRE devra être mis en œuvre concernant la gestion quantitative de la ressource. Le plan de gestion stratégique des zones humides devra également être élaboré rapidement. Le sujet de la réduction de la pollution par les pesticides devra en outre faire l'objet d'un niveau plus élevé d'ambition.

Il est donc proposé de valider la délibération portant sur les orientations proposées.

Débat

M. FRAGNOUD s'interroge sur les prescriptions relatives à l'espace de bon fonctionnement, ainsi que sur l'encadrement des productions agricoles en aire d'alimentation de captage. Enfin, le projet ne fait mention que de réductions de prélèvement, et non de substitutions pour l'adaptation au changement climatique.

Mme BATUT explique que les prescriptions associées à l'espace de bon fonctionnement ont été élargies sur la demande de la CLE. Une dizaine de dispositions ont été préécrites en conséquence, notamment sur l'intégration de la cartographie dans les documents d'urbanisme. Les protections de berges en génie civil seront proscrites dans l'enveloppe de bon fonctionnement concerté. Les déplacements de certains usages hors de cet espace pourront être envisagés à l'occasion d'une rénovation. En outre, la gestion raisonnée des matériaux sera inscrite dans les espaces de bon fonctionnement. S'agissant de l'encadrement des activités agricoles dans les aires d'alimentation de captage, les pratiques seront inscrites dans les documents du SAGE. La substitution sera par ailleurs promue lorsque toutes les actions d'économie d'eau et toutes les autres solutions demeurent insuffisantes.

M. ROY précise que la possibilité de réglementer les activités agricoles dans les aires d'alimentation de captage n'est possible que dans le cadre de la procédure des Zones Soumises à Contrainte Environnementale (ZSCE), sur prescription préfectorale, si la démarche contractuelle ne fonctionne pas.

Mme LANGON rappelle que le caractère prescriptif éventuel de l'EBF relève de la portée réglementaire du SAGE. Les espaces de bon fonctionnement ont été définis en concertation avec les agriculteurs. De plus, le PGRE prévoit une réduction des prélèvements, notamment grâce à des économies d'eau. Concernant les prélèvements en dehors du territoire, la CLE doit déterminer leurs conséquences sur la ressource du bassin versant du Lez.

M. PULOU considère le coût du SAGE rapporté à l'habitant comme relativement important. Les engagements en termes de réduction des consommations d'eau doivent être clairement quantifiés, avec des objectifs inscrits dans le PGRE. La réutilisation des eaux fait l'objet d'ambitions, mais la restitution aux rivières de l'eau en sortie des stations d'épuration est également importante pour garantir les débits.

Pour sa part, la diminution du rythme de conversion en agriculture bio ne correspondant pas à une tendance générale, elle mérite d'être expliquée.

Les Fédérations de pêche de la Drôme et du Vaucluse s'inquiètent de la multiplication des transferts à partir du Rhône. En revanche, les enjeux liés à l'anguille sur le Vieux Lez leur semblent bien identifiés, mais l'importance du contre-canal doit être rappelée.

Au sujet de la gouvernance, le SMEA a été créé au 1^{er} janvier 2020, et les EPCI ont transféré la compétence GEMAPI à ce syndicat.

Mme VIGNON considère le SAGE comme prescriptif, et donc très intéressant. Son coût reste cependant élevé, avec 93 euros/habitant. Concernant les pesticides, le positionnement de la Chambre d'agriculture pose question.

M. GRAPIN souligne que trois EPCI sur cinq ont instauré la taxe GEMAPI. Les coûts du SAGE intègrent les dépenses liées au petit cycle de l'eau, qui sont payées par les usagers (prix de l'eau). Certaines orientations sont donc déjà financées.

Mme BATUT ajoute que les pratiques de désherbage mécanique de la vigne se développent sur le territoire, limitant ainsi l'utilisation des herbicides. Les chartes environnementales se développent également. Les Chambres d'agriculture participent à l'écriture des orientations stratégiques. En matière de gestion quantitative, il convient de transmettre aux territoires le fruit des recherches agronomiques.

Mme MICHAUX s'associe aux félicitations adressées aux porteurs du projet. Elle s'intéresse aux articulations avec le projet d'irrigation Haute-Provence Rhodanienne (HVR).

Mme BATUT participe à ses différents COPIL, mais les discussions techniques n'ont pas débuté. Aucune conduite majeure n'est censée être installée dans l'EBF. La vigilance reste de mise concernant les impacts du projet sur le SAGE.

M. ROY ajoute que, pour les installations soumises à autorisation, la compatibilité avec les dispositions du SAGE est impérative. Par ailleurs, les dispositions du SAGE sur les EBF sont transcrites dans les PLUI. La réglementation applicable est alors le Code de l'Urbanisme. Les activités agricoles ne sont pas réglementées dans ce cadre.

Les porteurs du projet quittent la réunion lors de la mise au point et du vote du projet de délibération.

Délibération

M. FRAGNOUD rappelle que le Lez présente un risque majeur d'inondation. L'intégration de ce volet est donc appréciable. Toutefois, aucun élu n'a participé à la défense du dossier. Pour cette raison, il s'abstiendra.

M. ALPY partage cette observation.

M. ROY rappelle le décalage du calendrier électoral dû à la crise sanitaire, qui complique la présence des élus.

Mme LANGON souhaite soutenir et valoriser la démarche. Le travail de terrain aux niveaux politique et technique s'est révélé conséquent. Elle propose un avis « Très favorable ».

M. ROY propose d'ajouter un considérant faisant mention de l'absence d'élus lors de la réunion de présentation et, pour autant, de rendre un avis très favorable sur le dossier.

M. FRAGNOUD convient par conséquent de ne pas s'abstenir.

Le projet de délibération est amendé comme suit : (amendements en gras)

« Le comité d'agrément du comité de bassin Rhône Méditerranée, délibérant valablement,

(...)

(...)

Vu le rapport de la directrice de la délégation territoriale Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse de l'agence de l'eau et après avoir entendu ~~le président de la commission locale de l'eau~~ les représentants du syndicat mixte du bassin versant du Lez, structure porteuse de l'élaboration du SAGE,

(...)

REGRETTE toutefois l'absence d'un élu du territoire lors de la présentation du dossier devant le comité d'agrément ;

(...)

EMET un avis très favorable sur la stratégie du SAGE du bassin versant du Lez.

(...)

La délibération ainsi modifiée recueille un avis favorable.

La délibération n° 2020-3 — ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU SAGE DU BASSIN VERSANT DU LEZ (26, 84) — est adoptée à l'unanimité.

IV - AVANT-PROJET DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT DU LEZ (26, 84)

Présentation du dossier par les porteurs du projet

Un diaporama est projeté à l'écran.

Mme BATUT rappelle les motivations d'un projet de contrat de bassin versant puis présente l'AVP en quelques chiffres : l'enveloppe globale estimative s'établit à 16,5 millions d'euros. 39 actions et 49 opérations sont attendues. 56 % d'entre elles relèvent de la compétence GEMAPI.

Seront engagées :

- 7 opérations issues du PGRE ;
- 1 intervention de gestion patrimoniale des réseaux ;
- une pérennisation du réseau de suivi des débits du SMBVL.

11 700 m³ d'eau pourront ainsi être économisés et 280 800 m³ pourront être substitués en étiage, pour un objectif total de 800 000 m³.

Concernant la qualité de l'eau, des réseaux devront notamment être réhabilités à Tulette et un dispositif de traitement des rejets industriels devra être installé ou aménagé aux Caves de Tulette et de Visan.

L'AVP prévoit :

- la définition de la zone de sauvegarde du miocène ;
- le suivi de la qualité des eaux superficielles ;
- des travaux de renouvellement des conduites d'assainissement en ZRR, avec 3 actions, à Bollène et Grignan, ainsi qu'à Tulette.

Concernant la préservation des milieux et des cours d'eau sont prévues les actions suivantes :

- restauration du Lez aval ;
- restauration sur l'ensemble du bassin versant ;
- aménagement d'un ouvrage pour la continuité.

L'AVP comporte :

- 5 opérations issues de l'étude hydromorphologique ;
- 2 opérations sur seuils en liste 2 ;
- 3 actions en lien avec la restauration et l'entretien de la végétation et des berges ;
- 2 opérations pour la préservation de la ripisylve.

En matière de milieu naturel, des enjeux portent sur la préservation et la restauration des zones humides, des habitats et espèces, mais aussi sur la gestion des inondations et sur le ruissellement pluvial. Des actions de communication, de sensibilisation, de mise en cohérence de la gouvernance et de suivi sont prévues. Par ailleurs, des pressions restent à traiter en matière de pollutions diffuses par les pesticides.

Ainsi, le contrat de territoire est cohérent et s'articule avec les démarches en cours, permettant d'établir un lien opérationnel à court terme entre les petit et grand cycles de l'eau.

Avis

Mme MIEVRE souligne que le contrat de bassin versant correspond à l'ambition du syndicat, dans une démarche de gestion globale du territoire. En matière de pesticides, l'Agence attend la délimitation des zones de protection des ressources stratégiques. Un tableau de bord de suivi des avancements et des effets des actions du contrat sur les pressions identifiées au SDAGE doit être établi.

Débat

M. PULOU est d'avis que les lacunes dans le domaine des pesticides devront être soulevées dans la délibération.

M. FRAGNOUD s'interroge sur les articulations entre PGRE et projet Haute Provence Rhodanienne.

Mme BATUT confirme qu'une même fiche action est inscrite dans les PGRE du Lez, de l'Aige et de l'Ouvèze afin de relier les différents projets. Pour autant, les calendriers n'étant pas les mêmes, l'action du PGRE n'est pas reprise dans l'ABP du contrat de bassin versant, l'échelle étant différente.

Mme MICHAUX apprécie la qualité de la démarche. L'approche des enjeux est en effet très intégrée. Elle s'interroge cependant concernant la stratégie de gestion du ruissellement.

Mme BATUT ajoute que la thématique n'est pas présente dans le contrat au-delà de l'action de désimperméabilisation des cours d'école. Elle est cependant inscrite dans les orientations stratégiques du SAGE. La connaissance de ce phénomène doit être affinée afin d'ajouter les actions afférentes dans les documents d'urbanisme.

Les porteurs du projet quittent la réunion lors de la mise au point et du vote du projet de délibération.

Délibération

M. ROY propose, à la demande de M. PULOU, d'ajouter des items d'encouragement sur les actions liées aux pesticides et sur la réflexion sur les mesures de lutte contre les pollutions.

Mme VIGNON souligne le fait que le désherbage mécanique ne semble pas constituer l'unique réponse aux problématiques d'utilisation des herbicides.

M. FRAGNOUD confirme que les bienfaits de l'enherbement sont nombreux, mais qu'il présente un inconvénient s'agissant de la concurrence pour l'eau.

Mme VIGNON précise que cette concurrence n'est pas démontrée, car les vignes collectent l'eau très profondément.

M. ROY propose l'ajout suivant : *« encourage le SMBVL à poursuivre sa réflexion pour mettre en œuvre des actions de lutte contre les pollutions par les pesticides, en particulier dans les aires d'alimentation de captages et dans les futures zones de sauvegarde à délimiter ».*

Le projet de délibération est amendé comme suit : **(amendements en gras)**

« Le comité d'agrément du comité de bassin Rhône Méditerranée, délibérant valablement,

(...)

(...)

ENCOURAGE le SMBVL à poursuivre sa réflexion pour mettre en œuvre des actions de lutte contre les pollutions par les pesticides en particulier dans les aires d'alimentation de captage et les futures zones de sauvegarde, à délimiter ;

(...) »

La délibération ainsi modifiée recueille un avis favorable.

La délibération n° 2020-4 — AVANT-PROJET DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT DU LEZ (26, 84) — est adoptée à l'unanimité.

V - DEMANDE DE RECONNAISSANCE EN TANT QU'EPTB DU SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU GAPEAU (83)

Présentation du dossier par les porteurs du projet

Un diaporama est projeté à l'écran.

M. MARTINELLI présente les caractéristiques du syndicat, qui recouvre 22 communes sur 560 m². Les charges de fonctionnement ont été réparties selon la population, la surface et les charges d'investissement. Des clés ont été créées en matière de solidarité syndicale, pour les frais de personnel, sur les travaux, pour les quatre EPCI concernés, et selon l'intérêt local pour le fonctionnement.

Mme CHRETIEN-TON indique que les enjeux du territoire portent sur 14 masses d'eau superficielles dégradées et soumises à de nombreuses pressions. La continuité écologique représente un enjeu majeur, au même titre que les remblais et les zones humides. Des problématiques sont également prégnantes en matière d'assainissement. Le territoire est également exposé aux inondations.

Les élaborations du SAGE et du PGRE ont pu être menées à terme. Le PAPI complet est également entré en phase de mise en œuvre. Un programme pluriannuel d'entretien est en vigueur depuis 2016. Le réseau de suivi qualité et quantité comporte en outre trois stations de mesure et de nombreuses stations de suivi qualité. De nombreux chantiers sont par ailleurs en cours.

En matière de périmètre, les limites qui ont été fixées arbitrairement posent question, mais elles ne constituent pas des freins à l'action.

S'agissant des aspects financiers, les cotisations permettent de couvrir l'ensemble des charges du syndicat. La clé de répartition spécifique aux investissements permet de garantir la finalisation des travaux.

Avis de la DREAL

Mme DONNAREL annonce que la DREAL soutient la candidature du syndicat. Ses démarches sont nombreuses et cohérentes, et sa volonté de porter tous les enjeux GEMAPI et hors GEMAPI est manifeste. Le périmètre est en outre opportun hydrogéographiquement, même si le SDAGE identifie un territoire plus large que le bassin versant du Gapeau. Des enjeux peuvent en effet être envisagés à une échelle plus large. Une fois la phase travaux terminée, les moyens pourraient également être réexaminés.

Débat

M. FRAGNOUD s'enquiert des raisons pour lesquelles la labellisation EPTB peut être un accélérateur de réalisations des travaux de protection.

M. MARTINELLI explique que le syndicat mixte a mené de nombreuses actions autour de l'eau depuis 2014. La reconnaissance en EPTB de cette structure va lui permettre de bénéficier d'appuis et de financements, tout en consolidant sa gouvernance.

M. ALPY demande pourquoi l'EPTB a été préféré à l'EPAGE.

M. MARTINELLI précise qu'au-delà de la légitimité, la stratégie du SAGE s'en trouve renforcée en termes d'animation.

Mme CHRETIEN-TON ajoute que le syndicat est la structure porteuse du SAGE. Sa gouvernance s'appuie sur la CLE et sur le Comité syndical. Au-delà du volet opérationnel, le syndicat mixte réfléchit à sa stratégie de territoire en coanimation avec la SLGRI.

M. PULOU affirme qu'une association a pointé l'absence de délibération de la CLE concernant le choix entre EPTB et EPAGE.

M. CHRETIEN-TON précise que la concertation a eu lieu en plusieurs étapes. Dans un premier temps, elle a impliqué les EPCI. La labellisation a ensuite donné lieu à des débats au sein de la CLE. Sa délibération est jointe au dossier. Le Comité syndical a pour sa part délibéré en février 2020.

M. ALPY approuve les transferts de compétences, qui constituent des gages de pérennité.

Mme MICHAUX s'interroge concernant les échanges sur le périmètre de reconnaissance EPTB et sur les problématiques de ruissellement.

Mme CHRETIEN-TON signale que le périmètre a fait l'objet d'une consultation des structures voisines portant la compétence GEMAPI, de manière à éviter la création de territoires orphelins ou de superpositions.

M. MARTINELLI ajoute que, sur les 22 communes, 15 sont directement impactées. Les 7 autres constituent des têtes de bassin.

M. MARTINELLI rappelle que les services urbanismes doivent être associés à réflexion sur le ruissellement.

M. ROY souligne que le SDAGE laissait le choix entre EPAGE et EPTB à la gouvernance locale. Le choix fait d'une labellisation EPTB n'est pas illégitime dans la mesure où il a été considéré localement qu'il était justifié par des enjeux de coordination de structure et de politiques.

Les porteurs du projet quittent la réunion lors de la mise au point et du vote du projet de délibération.

Délibération

M. FRAGNOUD s'étonne que la labellisation EPAGE, plus orientée travaux, n'ait pas été choisie.

M. PULOU explique que le Président considère que l'intérêt de la structure ne se limite pas aux travaux. La labellisation en EPTB lui semble donc légitime.

Mme MICHAUX ajoute que les enjeux de concertation sont très forts sur le territoire. De plus, la coordination avec l'EPTB de l'Argens est nécessaire.

M. ROY confirme que rien n'interdit à un EPTB de porter des travaux.

M. FRAGNOUD convient de la pertinence de la structuration, même si elle est compliquée.

M. PULOU a reçu deux mails d'élus locaux. Des acteurs sont en effet insatisfaits des modalités de la concertation. Par ailleurs, la différence entre les deux labellisations demeure subtile. À l'ouest du Rhône, les petits bassins versants disposent d'EPTB. Une telle structure aurait donc pu finir par chapeauter un éventuel EPAGE.

M. ALPY confirme que le dialogue entre EPTB peut plus facilement être instauré d'égal à égal, ici avec l'EPTB Argens.

La délibération recueille un avis favorable.

La délibération n°2020-5 — DEMANDE DE RECONNAISSANCE EN TANT QU'EPTB DU SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU GAPEAU (83) — est adoptée à l'unanimité.

La séance est suspendue de 12 heures 57 à 13 heures 48. M. Philippe ALPY cède la présidence à M. Pierre HÉRISSON, conseiller municipal d'Annecy.

VI - PAPI D'INTENTION DES AFFLUENTS DE L'ISÈRE EN GRÉSIVAUDAN (38) *(point 8 du dossier de séance)*

Présentation du dossier par les porteurs du projet

Un diaporama est projeté à l'écran.

M. MULYK revient sur l'historique du syndicat Symbhi, devenu récemment GEMAPIen. Le territoire recouvre 43 communes de la Communauté de communes du Grésivaudan et 4 de Grenoble Alpes Métropole. Il compte 680 kilomètres de cours d'eau, lesquels font souvent l'objet de crues torrentielles.

Mme DESPLATS explique que le PAPI d'intention est monté en cohérence avec :

- la SLGRI Isère Amont ;
- le SDAGE 2016-2021 ;
- les projets du territoire et de l'urbanisme.

Le diagnostic du territoire montre notamment sa sensibilité au risque torrentiel. Les PCS devront être mis à jour sur ce thème. En matière de stratégie, le plan d'actions en regroupe 34, sur 7 axes, avec une maîtrise d'ouvrage répartie entre 5 acteurs. Le montant total estimé s'établit à 3,8 millions d'euros.

Avis de la DREAL

M. VALLAUD indique que le PAPI d'intention décline la SLGRI sur le TRI de Grenoble-Voirion. La gouvernance locale GEMAPI est totalement opérationnelle avec le syndicat et Grenoble Alpes Métropole. Le périmètre englobe l'ensemble des bassins versants du Grésivaudan, et il est cohérent avec la gouvernance. En matière de concertation, une attention particulière s'avérera nécessaire pour la mise en œuvre du PAPI, les acteurs impliqués étant nombreux. La dynamique s'est jusqu'à maintenant révélée bonne.

Le diagnostic est exhaustif, et la stratégie qui en découle est ambitieuse et pertinente. Il conviendra pour autant de donner davantage de corps aux actions des axes 1 à 5 dans le cadre du PAPI complet.

La compatibilité avec le SDAGE et le PGRI ne pose aucune difficulté particulière. L'Agence de l'Eau confirme que les enjeux PI et GEMA coexistent. Les schémas d'aménagement devront donc intégrer leur complémentarité. Pour sa part, le risque est bien pris en compte dans l'urbanisme, la couverture en PPR étant relativement bonne. La problématique ouvrages étant importante, le PAPI d'intention intègre une action sur le domaine.

Sur la base du dossier déposé et du retour des services consultés, la DREAL émet un favorable. Elle recommande d'assurer un pilotage et un suivi rigoureux de la mise en œuvre du PAPI d'intention et de veiller aux synergies possibles entre GEMA et PI. L'étude hydromorphologique réalisée en 2013 pourra en outre servir de base pour l'intégration de la problématique milieux dans les schémas d'aménagement. Ces derniers devront garantir l'absence de toute problématique de ressuyage. Enfin, la dynamique de concertation devra être poursuivie.

Débat

M. FRAGNOUD s'interroge sur la disproportion entre la rive gauche et la rive droite.

Mme DESPLATS précise que le choix s'est porté sur les sous-bassins versants les mieux préparés et les plus à risque, avec de forts enjeux environnementaux. Or, en Chartreuse, les pentes des cours d'eau sont plus abruptes. Ils sont donc plus torrentiels.

M. PULOU affirme que les associations de protection de la nature et de pêche ne se plaignent pas du Symbhi de façon générale. Ils souhaitent continuer à être associés à la démarche de PAPI, notamment au sein du Comité consultatif.

Le territoire présente des enjeux très importants, notamment sur la partie aval des cours d'eau. Le PAPI peut permettre de régler des problèmes de continuité ou d'accessibilité de ces parties basses, nombreuses à être classées réservoirs biologiques. Il peut en effet s'agir de zones de refuge ou de frayé pour les poissons comme pour d'autres espèces.

Par ailleurs, les enjeux de gestion de la forêt alluviale sont ambigus, car les risques d'embâcle sont contrebalancés par la richesse que représente la ripisylve. Une gestion adaptée doit donc être mise en place pour concilier ces deux aspects.

Concernant la désimpermeabilisation, les vitesses côté Belledonne sont telles que l'effet des haies risque de demeurer limité.

Mme MICHAUX s'intéresse aux études sur les connaissances des phénomènes torrentiels. Le changement climatique pourrait également être abordé.

Mme DESPLATS explique que, sur les 14 masses d'eau du territoire, 12 sont reprises dans le PAPI d'intention. Sur les affluents de l'Isère, 7 passes à poissons permettront de répondre aux enjeux de continuité.

Le changement climatique a été abordé en Comité technique. Dans les sous-bassins versants, il doit être pris en compte même si l'hydrologie est complexe. L'évolution des territoires de montagne, notamment en termes de reforestation, est également à intégrer et à inscrire dans les schémas. Un point de mesure a été à ce titre installé sur le Doménon et un nouveau radar a été mis en place, de manière à compléter les données.

M. FRAGNOUD souligne que le changement climatique va limiter la possibilité de prévoir les événements, lesquels seront de plus en plus importants.

Mme DESPLATS signale que le territoire est déjà confronté à la problématique des crues torrentielles, avec une réponse très rapide. Il s'en trouvera donc encore plus impacté.

M. PULOU affirme que les chantournes sont également des milieux très intéressants dans une plaine très anthropisée. Certaines d'entre elles peuvent constituer des réservoirs intéressants de biodiversité.

M. MULYK indique qu'une étude plus globale, en lien avec la mise en place de l'EPTB Isère, portera sur les effets du changement climatique sur la totalité du linéaire Isère.

Les porteurs du projet quittent la réunion lors de la mise au point et du vote du projet de délibération.

Délibération

M. FRAGNOUD s'interroge sur la genèse d'un PAPI d'intention ne courant que sur dix-huit mois.

M. VALLAUD indique qu'il est né de la volonté des acteurs du territoire d'agir le plus rapidement possible de manière opérationnelle sur les premiers bassins versants sur lesquels les porteurs sont en capacité de le faire.

M. PULOU souhaite que la concertation avec les acteurs locaux figure dans la délibération. Les associations n'ont pas été associées à la démarche.

M. ROY propose de faire apparaître la mention suivante : « *poursuivre et renforcer la dynamique de concertation et d'association avec l'ensemble des parties prenantes* ». Un item supplémentaire pourrait également porter sur le changement climatique.

Mme LANGON signale que, dans la présentation, les éléments relatifs aux enjeux écologiques et à la biodiversité ne sont pas réellement présentés alors que le rapport comporte une partie dédiée. Il conviendrait d'insister sur la notion d'évitement et sur la prise en compte des enjeux écologiques.

M. ROY suggère d'inverser le quatrième item et d'ajouter : « *recommande d'intégrer au mieux l'ensemble des enjeux de restauration des milieux aquatiques dans les schémas d'aménagement, en s'appuyant notamment sur l'étude hydromorphologique* ». Pour l'évitement, la séquence « Éviter, réduire, compenser » pourrait être citée.

Le projet de délibération est amendé comme suit : **(amendements en gras)**

« Le comité d'agrément du comité de bassin Rhône Méditerranée, délibérant valablement,

(...)

(...)

RECOMMANDE :

- (...);
- (...);
- (...);
- **de s'appuyer sur l'étude hydromorphologique réalisée en 2013 pour intégrer au mieux les enjeux de restauration des milieux aquatiques dans les schémas d'aménagement;**
- d'intégrer au mieux les enjeux de restauration des milieux aquatiques dans les schémas d'aménagement, en mettant en œuvre la démarche éviter/réduire/compenser, en s'appuyant notamment sur l'étude hydromorphologique réalisée en 2013 ;
- de s'efforcer de tenir compte des effets prévisibles du changement climatique dans la stratégie d'intention ;
- de poursuivre et renforcer la dynamique de concertation et d'association **engagée avec l'ensemble des parties prenantes** afin d'aboutir à un projet partagé et accepté. En particulier, un travail spécifique sera à réaliser avec les associations syndicales.

(...)»

La délibération ainsi modifiée recueille un avis favorable.

La délibération n°2019-8— PAPI D'INTENTION DES AFFLUENTS DE L'ISÈRE EN GRÉSIVAUDAN (38) — est adoptée à l'unanimité.

VII - AVENANT AU PAPI II ISÈRE AMONT (38) (point 9 du dossier de séance)

Présentation du dossier par les porteurs du projet

Un diaporama est projeté à l'écran.

M. MULYK souligne que le Symbhi est compétent en matière de GEMA et de PI. Il est également syndicat d'axe sur la Métropole et l'Oisans. L'accompagnement de l'État et du Comité de Bassin sera utile pour la labellisation en EPAGE.

Le projet d'aménagement Isère Amont, portant sur l'aménagement intégré de la rivière, est en cours d'achèvement. L'avenant numéro 2 a vocation à le compléter pour assurer la protection du CHU de Grenoble sur sa partie la plus aval.

Mme DESPLATS précise que l'objectif initial portait sur le ralentissement des crues, avec de forts enjeux environnementaux et l'aménagement d'espaces de loisir. La chantourne de la Tronche fait l'objet de discussions depuis l'origine du PAPI. Elle est dorénavant considérée comme un cours d'eau reprenant des bassins versants naturels. En termes de GEMAPI, elle est sous la responsabilité de Grenoble Alpes Métropole. Le diagnostic établi pour le premier avenant démontre que le refoulement d'une crue de l'Isère impacterait les équipements et les voies d'accès au CHU. La concomitance avec une crue du cours d'eau ferait remonter la ligne d'eau sur un secteur sensible. L'aménagement prévu est constitué d'une vanne d'isolement en sortie de chantourne et d'un poste de relèvement.

Fin 2019, une économie de 5,75 millions d'euros a été constatée sur le PAPI Isère Amont. Il est donc proposé l'ajout de la fiche action 7.9 portant création de la station de pompage pour un budget estimé de 3,25 millions d'euros. Le PAPI s'en trouve ramené de 83,3 millions d'euros à 80,5 millions d'euros. La station de pompage pourrait être construite en été/automne 2021.

Avis de la DREAL

M. VALLAUD indique que les acteurs locaux font preuve d'une dynamique importante en termes de travaux de prévention des risques. Le Symbhi dispose de la capacité technique lui permettant de mettre en œuvre ce type de projet. Le projet a fait l'objet d'une phase de concertation, qui garantit une bonne appropriation des projets.

Le diagnostic est adapté et proportionné aux enjeux de l'avenant. Il met en évidence l'intérêt à agir et les effets positifs de l'aménagement. Un travail de sensibilisation des collectivités sera mené en parallèle, et le système de pompage sera intégré dans le dispositif de télésurveillance.

L'analyse en termes d'impacts et d'enjeux s'est révélée fine. L'étude économique montre des résultats très positifs. Le projet est en outre compatible avec le SDAGE et avec le PGRI. Les incidences environnementales sont mineures. Le territoire fait l'objet d'une forte pression foncière, mais le risque inondation est traité dans les documents d'urbanisme.

Sur la base du dossier déposé et de l'avis des services consultés, la DREAL rend un avis favorable. Elle recommande au Symbhi de s'appuyer sur l'expérience de création de sa première station de pompage. Elle lui conseille de porter une attention particulière à l'accompagnement des acteurs locaux pour la mise à jour des PICS et PCA, mais aussi de poursuivre le travail de concertation. La DREAL rappelle enfin que la réflexion engagée dans le cadre de la révision du PPRI Isère Amont doit se dérouler dans le strict respect des dispositions du 5 juillet 2019. Les travaux réalisés dans le cadre du PAPI n'ont pas vocation à rendre constructibles des terrains soumis à un risque inondation.

Débat

M. PULOU demande si un autre exutoire de la chantourne aurait pu être créé ou si le déversement était possible dans la chantourne de Meylan. En outre, le pire cas considéré n'était pas toujours la crue centennale.

M. CHASTAN estime qu'un travail considérable a été réalisé en matière de maîtrise des écoulements. Il aboutit à une première poldérisation interne à un cours d'eau. Les scénarios de défaillance catastrophique du système n'ont cependant pas été présentés.

Mme MICHAUX souligne la qualité de la démarche et du dossier. Il n'appelle donc que peu d'observations de la part de la DREAL de bassin.

M. HENRY confirme que la cuvette grenobloise revêt un caractère de polder. L'eau s'y accumule, et l'agglomération a donc dû se développer sous la protection de digues. L'avenir de la Métropole répond donc à une logique de moindre risque entre celui qui naît de la présence de la grande rivière et celui qui provient des versants.

Mme DESPLATS ajoute que, dans la continuité du PAPI Isère Amont, il aurait été logique d'aménager des zones d'expansion, mais le contexte très urbain ne le permet pas. Deux scénarios ont été élaborés, mais celui qui imposait de passer l'autoroute s'est révélé très complexe. L'analyse coût/bénéfice a démontré la pertinence de l'aménagement sur l'aval.

Concernant la concomitance des crues, le raisonnement a porté sur l'Isère et le refoulement. Le débit maximal de la chantourne busée atteint 8 m³/s, valeur correspondant à une crue trentennale. Le pompage a été adapté à cette caractéristique.

S'agissant des défaillances, l'aménagement a pour but de réduire la vulnérabilité du territoire. Le travail sur le risque de dysfonctionnement est effectué en lien avec les acteurs locaux. De même, les défaillances sont prises en compte par la DDT dans le PPRI.

M. FRAGNOUD s'intéresse à un éventuel abaissement des digues.

M. HENRY précise que des zones de surinondation apparaîtraient en amont, où ces abaissements ont déjà eu lieu. La Q2 inonde la forêt alluviale, la Q30 mobilise les zones agricoles et naturelles derrière le premier niveau de digue. Au-delà de la Q200, les déversoirs des premiers merlons de cantonnement des zones d'expansion de crue seront activés.

Les porteurs du projet quittent la réunion lors de la mise au point et du vote du projet de délibération.

Délibération

M. ROY émet une demande de clarification rédactionnelle. Il préconise de supprimer : « tous » dans la phrase : « tous les travaux n'ont pas vocation à rendre constructibles les terrains exposés ».

M. CHASTAN estime utile de procéder à des simulations en situation catastrophique, au-delà de la crue cinq-centennale. Les résultats seraient utiles en situation de gestion de crise.

M. FRAGNOUD souligne que des polders fluviaux existent en Camargue.

M. ROY en connaît également quelques-uns sur le Rhin, en Alsace. Celui de Grenoble présente la particularité d'être en milieu urbain.

Le projet de délibération est amendé comme suit : (amendements en gras)

« Le comité d'agrément du comité de bassin Rhône Méditerranée, délibérant valablement,

(...)
(...)

RECOMMANDE :

- (...);
- (...);

RAPPELLE QUE :

- **tous** les travaux réalisés dans le cadre du PAPI Isère amont n'ont pas vocation à rendre constructibles les terrains exposés au risque inondation à l'arrière des ouvrages de protection projetés. Ces travaux ont seulement pour objectif la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens existants vis-à-vis du risque d'inondation ;
- (...)

(...)

La délibération ainsi modifiée recueille un avis favorable.

La délibération n° 2019-9 — AVENANT AU PAPI II ISÈRE AMONT (38) — est adoptée à l'unanimité.

VIII - PAPI CANNES LERINS (06, 83) (point 6 du dossier de séance)

Présentation du dossier par les porteurs du projet

Un diaporama est projeté à l'écran.

M. LISNARD rappelle que le territoire est propice aux crues éclairs. La démarche de prévention face aux risques majeurs répond à des exigences de soudaineté, mais aussi de violence. Le travail d'élaboration d'un PAPI d'intention, puis de trois PAPI, a été réalisé en partenariat avec la DREAL. Le premier d'entre eux est assorti d'une enveloppe conséquente, à hauteur de 56 millions d'euros.

Mme CAYLA présente l'agglomération. Le réseau hydrographique du territoire est extrêmement dense. Deux PAPI ont déjà été portés, mais celui qui est prévu intégrera des parties de bassin versant qui ne l'étaient pas encore. Les projets d'aménagement du PAPI Riou ont été versés au PAPI Cannes Lérins.

Le territoire est soumis à des aléas multiples, tels que les débordements de cours d'eau, des ruissellements et des submersions marines. Il connaît également des crues éclairs. Les inondations d'octobre 2015 constituent l'élément déclencheur pour le lancement d'une politique coordonnée de prévention de ce risque à l'échelle de l'agglomération. Les inondations de novembre et décembre 2019 ont rappelé cette nécessité.

S'agissant de l'organisation et des moyens du porteur du PAPI, l'agglomération a créé en 2017 un pôle Cycle de l'eau. S'agissant de la réalisation des aménagements, le pôle Travaux est habitué aux chantiers complexes.

En matière d'actions engagées depuis 2016, l'intégration du risque dans l'aménagement du territoire a fait l'objet d'un important travail. Des initiatives ont également porté sur la sensibilisation de la population et sur la formation des élus et services à l'alerte. De plus, l'entretien des cours d'eau et vallons a fait l'objet de quatre Déclarations d'Intérêt Général (DIG), pour la moitié du linéaire. Enfin, des investissements ont été réalisés à hauteur de 13 millions d'euros. Le PAPI d'intention sera bientôt finalisé. La quasi-intégralité des actions sont en effet en train d'être terminés.

Le nouveau PAPI a vocation à mobiliser tous les territoires en matière de maîtrise du ruissellement. Une formation à la culture du risque est également nécessaire. En outre, le territoire doit devenir plus résilient. Par ailleurs, des contraintes d'urbanisation et de relief limitent le recours aux aménagements hydrauliques. Les efforts de protection seront concentrés sur les secteurs les plus touchés en 2015 où une action est possible. Les autres feront l'objet d'études de préparation des futurs aménagements. Le plan afférent mobilisera 57 millions d'euros sur six ans pour la réalisation de 47 actions. Le financement sera notamment apporté par l'État, à hauteur de 44 % et par l'agglomération, pour 42 %.

Avis de la DREAL

Mme ALBIN signale que le projet fait suite à un PAPI d'intention dont le bilan est extrêmement positif, qui reflète une très forte implication du porteur. Le programme sera terminé en trois ans, avec un niveau de connaissances permettant d'appréhender un PAPI complet sans aucune difficulté.

La collectivité est fortement impliquée suite aux événements de 2015 et 2019. La volonté politique d'agir rapidement est prégnante. Le dialogue entre la collectivité et la population est permanent depuis 2015.

Le périmètre du PAPI est cohérent, car il s'étend sur tout le territoire de la communauté d'agglomération. Il intègre en outre des parties du territoire de l'ancien PAPI Riou, avec deux ouvrages bénéficiant à l'agglomération. Il conviendra de veiller à une bonne articulation avec l'ensemble des PAPI voisins.

Le diagnostic valorise un risque diffus sur tout le périmètre, avec une aggravation de l'aléa en raison de la très forte urbanisation. La stratégie a donc cherché à tirer des enseignements des PAPI existants et des événements de 2015 et de 2019, tout en s'efforçant de s'adapter aux contraintes du territoire. Le PAPI représente la première phase d'une stratégie à long terme en ciblant les zones dans lesquelles une action à court terme est possible et en proposant des travaux cohérents et apportant une première réponse opérationnelle et efficace. Des études seront lancées afin de préparer deux autres PAPI successifs.

Le programme est pour sa part très complet, et il explore l'axe relatif à l'aménagement, de manière à intégrer le risque dans les documents d'urbanisme. De plus, la réduction de la vulnérabilité est bien engagée, au point que le territoire est pris pour exemple au niveau national. Le PAPI compte un axe complémentaire consacré à l'environnement. Une collaboration avec l'OFB a permis de valoriser les enjeux.

La DREAL a proposé une délibération dans laquelle elle demandait un dimensionnement de l'équipe au regard de l'organisation interne. Elle a reçu des éléments tout à fait rassurants sur la capacité du porteur. La mention peut donc être supprimée de la délibération. En revanche, il reste nécessaire de spécifier que l'articulation avec les PAPI voisins doit être bonne et que les études menées sur la submersion marine doivent être intégrées aux réflexions sur les aléas inondations. De plus, une réflexion sur la désimpermeabilisation des sols doit être menée dans le cadre des études d'aménagement. Une articulation pourrait en outre être trouvée avec la renaturation de Minelle, des Grafouniers et des Deux Golfs. Le PAPI doit en outre s'articuler avec le futur SAGE de la Siagne. Enfin, concernant la biodiversité, toutes les mesures d'évitement doivent être définies. La solution technique la moins impactante doit être privilégiée.

La DREAL émet un avis très favorable quant à la labellisation de ce PAPI très complet, ambitieux et très attendu sur le territoire.

Débat

Mme VIGNON apprécie que toutes les opportunités d'amélioration de la gestion du risque inondation aient été saisies sans négliger les milieux ou les contraintes d'urbanisme. Des questions se posent cependant s'agissant de la Maison du Risque, car les touristes recherchent plutôt des divertissements.

M. LISNARD rappelle que l'inauguration du MIPCOM a eu lieu le lendemain des inondations d'octobre 2015. Depuis lors, la Ville travaille avec les hébergeurs pour adresser aux touristes en plusieurs langues un condensé du DICRIM. Le risque doit également être intégré à l'éducation scientifique et civique scolaire et périscolaire.

Mme MICHAUX souligne l'ambition du projet présenté. Le type d'action visant à réduire le ruissellement mérite cependant d'être détaillé, au même titre que les modalités de réduction de la vulnérabilité des territoires

Mme CAYLA explique qu'il est prévu dans le cadre du PAPI de poursuivre les diagnostics, mais également de lancer une mission d'accompagnement à la constitution des dossiers et au suivi des subventions. Elle sera confiée au bureau d'études assurant les diagnostics.

En termes de risques, la politique vise en premier à les réduire, notamment par les PLU. La population est incitée à infiltrer ou à stocker l'eau dans les jardins. Un travail porte également sur les voiries, avec des profils creux guidant les ruissellements au centre des rues.

M. PAUL apprécie la démarche proactive de la CACPL et sa réactivité après les événements d'octobre 2015. La démarche, conduite dans la concertation, a permis de regrouper des syndicats pour prendre en compte les petits vallons dans une démarche globale. Le premier PAPI préfigure donc la stratégie qui sera mise en place. La vision d'ensemble est pragmatique. Elle prévoit de gros travaux et des études qui pourront être conduites au cours du PAPI 2.

Pour autant, les élus sont parfois confrontés à des injonctions paradoxales de la part des services de l'État. La démarche de la CACLPL est par ailleurs courageuse, car il n'est pas courant d'acheter des maisons pour les démolir. Désurbaniser est pourtant souvent une action clé. Par conséquent, l'avis de M. PAUL sera très favorable.

Mme CAYLA souligne que 10 millions d'euros seront investis annuellement au cours des six années à venir.

Les porteurs du projet quittent la réunion lors de la mise au point et du vote du projet de délibération.

Délibération

M. ROY rappelle que le premier item, relatif au dimensionnement de l'équipe projet, peut être retiré, les réponses ayant été apportées.

Mme ALBIN souhaite que des précisions soient apportées sur l'opération de restauration de l'espace de mobilité du Riou de l'Argentière. Il conviendrait également de mentionner la « *renaturation de la zone de Minelle, du site des Grafouniers et des Deux Golfs* » ainsi que leur articulation avec l'étude de renaturation du Riou.

Mme LANGON signale l'intérêt que présente la démarche de PAPI vis-à-vis de la prise en compte du milieu aquatique. Les échanges entre la DREAL et l'OFB se sont révélés fructueux, car le programme est désormais plus favorable en matière de restauration des milieux. Néanmoins, les modalités techniques retenues seront déterminantes. Or, elles ne sont pas encore connues. Les services de l'OFB devront donc être associés aux Comités de suivi.

M. FRAGNOUD ajoute que le Maire de Cannes s'est personnellement exprimé en séance, démontrant ainsi la mobilisation politique vis-à-vis du dossier inondation.

M. ROY estime que le dernier alinéa confirme clairement l'impératif d'utiliser la solution technique la moins impactante pour les milieux.

Mme ALBIN propose de revoir la formulation de l'avant-dernier alinéa en y ajoutant : « *et, pour ce faire, d'associer les services compétents en amont des projets* ».

Le projet de délibération est amendé comme suit : (amendements en gras)

« Le comité d'agrément du comité de bassin Rhône Méditerranée, délibérant valablement,

(...)
(...)

RECOMMANDE :

- ~~de justifier le dimensionnement de l'équipe projet au regard de son organisation interne et de l'ambition du programme d'actions ;~~
- (...);
- (...);
- (...);
- d'apporter des précisions sur l'opération de restauration de l'espace de mobilité du Riou de l'Argentière, **de renaturation de la zone de Minelle, du site des Grafouniers et des deux golfs** (action 6-5), et son articulation avec l'étude de renaturation du Riou ;
- (...);
- de veiller à la bonne articulation du PAPI avec le futur SAGE de la Siagne et en particulier à la préservation et la restauration des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau **et pour ce faire d'associer en amont les services concernés ;**
- (...).

La délibération ainsi modifiée recueille un avis favorable.

La délibération n°2020-6 — PAPI CANNES LERINS (06, 83) — est adoptée à l'unanimité.

IX - PAPI D'INTENTION SUR LES BASSINS VERSANTS DU DOLON ET DE LA SANNE (38) (point 7 du dossier de séance)

Présentation du dossier par les porteurs du projet

Un diaporama est projeté à l'écran.

M. CURTAUD présente le SIRRA, résultat de la fusion des syndicats de rivière de l'ouest de l'Isère. Après la labellisation du PAPI d'intention des Quatre Vallées, le SIRRA a décidé de mettre en œuvre la même démarche sur la Sanne et le Dolon.

Le SIRRA est légitime pour rechercher des solutions ambitieuses et pérennes conciliant le développement local et la résilience face aux risques.

Mme DELAGE rappelle que le SIRRA couvre 121 communes, pour environ 225 000 habitants. Il porte les compétences GEMAPI et grand cycle de l'eau.

Le PAPI, établi sur 23 communes, dont deux en Drôme, prend en compte trois types de risque :

- le débordement des cours d'eau ;
- le ruissellement de versants ;
- les ruptures de digue.

Le territoire est sensible, car il montre une forte croissance démographique, commerciale et industrielle. Il est concerné par le risque inondation dans son intégralité. En matière d'enjeux environnementaux, les milieux naturels sont riches, variés et préservés. Au-delà du risque inondation, le diagnostic a montré que la conscience du risque est relativement hétérogène et que la connaissance de l'aléa ruissellement est à approfondir.

La stratégie du PAPI vise donc à :

- élaborer un schéma intégré de gestion hydraulique et hydromorphologique ;
- développer la culture et la conscience des risques d'inondation ;
- améliorer la surveillance et l'alerte sur les cours d'eau, définir les systèmes d'endiguement ;
- formaliser une chaîne d'alerte claire entre tous les acteurs et renforcer les outils de gestion de crise ;
- stabiliser et conforter l'organisation mise en place pour la prise en compte du risque dans l'urbanisme ;
- évaluer la sensibilité globale du territoire et réduire la vulnérabilité ;
- pérenniser la gouvernance à l'échelle du PAPI.

Le programme découlant de cette stratégie comporte 26 actions déclinées sur 7 axes. Le budget afférent s'établit à 633 500 euros, somme à laquelle s'ajoutent 287 000 euros pour les actions réalisées dans le cadre du schéma d'aménagement.

Avis de la DREAL

M. VALLAUD précise que le SIRRA est l'instance GEMAPIenne sur les communes iséroises. La Communauté de communes Portes Drôme-Ardèche prend en charge la compétence pour les deux communes drômoises. Une bonne coordination sera donc nécessaire. Le périmètre du PAPI d'intention est cohérent. De plus, la concertation avec les acteurs locaux a été bonne.

Le diagnostic se révèle exhaustif, et il montre les problématiques auxquelles le territoire est confronté. La stratégie est pertinente et complète, mais aussi ambitieuse en termes de calendrier. L'étude globale est en effet engagée depuis 2019. Pour sa part, le plan d'action est complet. Le SIRRA a choisi d'y intégrer des éléments des études globales, de manière à faciliter la rédaction du PAPI complet. Le document est compatible avec le SDAGE et le PGRI. Leur retranscription dans les schémas d'aménagement devra être assurée au bon niveau, en intégrant les dispositions des PGRE et du SAGE existant.

S'agissant de la prise en compte du risque pour l'urbanisme, la couverture en PPR est limitée à cinq communes. La DDT 38 mènera donc une étude de définition d'une stratégie de prescription de PPRI sur le territoire.

Sur la base du dossier déposé et de l'avis des services concernés, la DREAL émet un avis favorable sur le dossier. Elle recommande :

- de veiller à la bonne articulation entre la mise en œuvre du PAPI d'intention et celle de l'étude globale de définition d'un schéma d'aménagement du bassin Sanne-Dolon ;
- de veiller à la bonne cohérence entre le PAPI et l'ensemble des démarches locales de bassins versants ;
- de mobiliser au mieux les synergies GEMA et PI sur ce territoire présentant de forts enjeux ;
- d'associer largement tous les acteurs du territoire, notamment la CLE du SAGE Bièvre Liers Valloire, les associations environnementales et les acteurs économiques ;
- d'assurer un pilotage rigoureux du PAPI d'intention afin de respecter le calendrier ambitieux de 18 mois.

La DREAL rappelle que :

- le schéma d'aménagement devra respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 38-2018-12-19-001 portant autorisation unique pour le projet INSPIRA-ZAC de la zone industrialo-portuaire de Salaise-sur-Sanne et de Sablon.
- Si de nouveaux aménagements de protection rapprochée devaient être réalisés, ces travaux n'auront pas vocation à rendre constructibles les terrains exposés au risque inondation à l'arrière de ces ouvrages de protection projetés. Ils auront seulement pour objectif la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens existants par rapport au risque inondation

Débat

M. PULOU se réjouit de constater que les intérêts de la protection de l'environnement vont de pair avec la protection contre les crues. Le secteur connaissant également des manques d'eau, ralentir les crues par infiltration et recharger des nappes est opportun. Par ailleurs, la Sanne est entrée dans la zone d'action prioritaire pour l'anguille dans le futur SDAGE. Il convient donc de traiter les problèmes de continuité.

M. FRAGNOUD s'interroge concernant les recharges de nappes. Les rivières ne peuvent en effet pas les assurer, alors qu'il s'agit d'un élément capital de mobilisation de la ressource. La problématique agricole n'est cependant pas majeure sur ce dossier, au contraire des enjeux urbains.

Mme DELAGE précise qu'un contrat de bassin viendra décliner opérationnellement le SAGE Bièvre Liers Valloire pour la période 2021-2023. Des aménagements permettant la restauration des zones humides ou de champs d'expansion des crues devront être identifiés dans ce cadre.

M. VERDEIL souligne que la recharge de nappes peut être réalisée grâce à l'eau des versants. Le PAPI intègre à ce titre des éléments portant sur l'infiltration de cette eau pour la Bièvre. De plus, l'étude qui a été engagée s'intéresse à la continuité piscicole, de manière à construire le futur plan d'action. Le financement est toutefois problématique pour les ouvrages Liste 1 ou hors listes.

M. ROY indique qu'une fois le SDAGE adopté, si le territoire devient une zone d'action prioritaire anguille, l'Agence pourra intervenir. Les poissons migrateurs font en effet partie de ses priorités.

Les porteurs du projet quittent la réunion lors de la mise au point et du vote du projet de délibération.

Délibération

Mme LANGON insiste sur l'intérêt d'étudier des solutions fondées sur la nature. L'effet des espaces de bon fonctionnement porte également sur l'infiltration. La nappe peut ainsi être alimentée en dehors de la période d'étiage. Les éléments de la délibération qui vont dans le sens de la complémentarité entre GEMA et PI méritent à ce titre d'être soulignés.

La délibération recueille un avis favorable.

La délibération n°2019-7 — PAPI D'INTENTION SUR LES BASSINS VERSANTS DU DOLON ET DE LA SANNE (38) — est adoptée à l'unanimité.

X - DEMANDE DE RECONNAISSANCE EN TANT QU'EPAGE DU SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU HAUT-JURA SUR LE BASSIN VERSANT DE LA VALSERINE (01, 39)

Présentation du dossier par les porteurs du projet

Un diaporama est projeté à l'écran.

M. RONZON précise que le territoire compte 1 600 kilomètres de cours d'eau, 95 000 habitants répartis dans 12 EPCI. Ils ont tous transféré la compétence GEMAPI, à l'exception de Pays de Gex Agglomération, qui la délègue totalement. Au-delà de la labellisation EPAGE, le renouvellement du label Site Rivières Sauvages est en cours. Le contrat afférent comporte une soixantaine d'actions, pour un montant total de 4,2 millions d'euros.

M. MORONVAL ajoute que la Valserine est un milieu préservé, mais que certains affluents connaissent des pressions importantes. La Semine compte ainsi cinq seuils ou barrages, qui altèrent la continuité écologique.

M. RONZON indique qu'en termes de morphologie, les activités humaines impactent notamment le Combat. La conciliation des usages permettra d'aboutir à un bon fonctionnement.

Pour sa part, la prévention des inondations représente une nouveauté pour le syndicat. Une étude permettra de définir les systèmes d'endiguement à mettre en œuvre et d'identifier les zones à protéger.

S'agissant de la gouvernance, le syndicat de parc est limité à l'objet de sa charte alors que les sujets à traiter sont divers. Des conférences de bassin permettent donc de regrouper les délégués GEMAPI du territoire.

En matière de financements, le montant annuel des cotisations dépassera 150 000 euros. En 2020, les prévisions d'investissements se sont établies à 460 593 euros. La diminution du budget pour 2021 est due aux inconnues sur le volet prévention des inondations.

Le syndicat a refondu ses statuts en 2018 pour la prise de compétence GEMAPI. Ils correspondent donc déjà au cadre de l'EPAGE. La labellisation en EPAGE permettrait de reconnaître les efforts de structuration consentis sur ce territoire.

Avis de la DREAL

Mme ROUCHON souligne que le périmètre sollicité pour la reconnaissance couvre le bassin versant de la Valserine dans sa quasi-totalité. Le PNR Haut-Jura exerce par transfert ou délégation l'intégralité de la compétence GEMAPI, ainsi que les missions hors GEMAPI permettant la prise en charge des autres enjeux identifiés au SDAGE.

La concertation a pu être assurée au moyen de la conférence de bassin. S'agissant du PNR, le dimensionnement de ses moyens humains est en adéquation avec le programme d'actions, lequel correspond aux enjeux du territoire.

La MISEN de l'Ain a rendu un avis favorable, recommandant toutefois un transfert à terme *a minima* des items 1,2 et 8 de la GEMAPI depuis Pays de Gex Agglomération afin de renforcer la solidarité de bassin.

La DREAL propose par conséquent un avis favorable au Comité d'agrément.

Débat

M. PULOU a reçu des retours positifs des associations de protection de la nature comme des associations de pêche. L'effet d'entraînement du label « Rivière sauvage » est intéressant. Le dossier est donc très convaincant.

M. PULOU estime que l'outil PNR mérite d'être exploré dans toutes ses possibilités.

M. ROY regrette que tous les PNR du bassin ne soient pas dans une situation aussi favorable. L'Agence de l'Eau a d'ailleurs renouvelé son accord-cadre avec celui du Haut-Jura.

M. ALPY encourage les élus et les chargés de mission. La labellisation EPAGE de la Valserine devrait convaincre l'Ain à se structurer.

M. ROY rappelle que la structuration sur l'amont du bassin-versant de l'Ain reste compliquée en raison de l'hostilité du Département du Jura.

Les porteurs du projet quittent la réunion lors de la mise au point et du vote du projet de délibération.

Délibération du comité d'agrément

M. FRAGNOUD souligne que la structure a pu mener sa démarche dans le bon ordre, les enjeux financiers restant limités.

M. ROY propose un avis « très favorable ».

Le projet de délibération est amendé comme suit : **(amendements en gras)**

« Le comité d'agrément du comité de bassin Rhône Méditerranée, délibérant valablement,

(...)

(...)

ÉMET sur ces bases un avis très favorable à la reconnaissance du PNR Haut-Jura en tant qu'EPAGE sur le bassin versant de la Valserine.

La délibération ainsi modifiée recueille un avis favorable.

La délibération n° 2020-10 — DEMANDE DE RECONNAISSANCE EN TANT QU'EPAGE DU SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU HAUT-JURA SUR LE BASSIN VERSANT DE LA VALSERINE (01, 39) — est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17 heures 20.